Extradition de Leonard Peltier

Cela fait déjà une dizaine d'années que je conteste la façon dont on a extradé M. Leonard Peltier aux États-Unis. J'ignore personnellement si M. Peltier est coupable des crimes dont on l'accuse, mais je suis absolument sûr que de faux renseignements ont été présentés au tribunal d'extradition et que d'autres renseignements fort importants ont été dissimulés par la poursuite. J'en suis absolument persuadé.

La seule conclusion que je peux tirer de cette affaire, c'est que cette audience d'extradition, à Vancouver, en 1976, était un simulacre de justice. Elle a terni l'image de notre système judiciaire et devrait être annulée, comme on le propose dans la motion. Nous devrions reprendre toute l'affaire au début. Nous devrions recommencer à zéro et tenir une audience d'extradition où ne seraient présentés que les renseignements pertinents et tous les renseignements pertinents, de sorte que notre système judiciaire ne sanctionne rien de frauduleux.

J'aimerais revenir sur certains incidents survenus dans cette affaire même s'ils ont déjà été mentionnés par mon collègue, le député de Skeena (M. Fulton). Nous savons qu'en 1975, un grave incident est survenu dans la réserve indienne de Pine Ridge, au Dakota du Sud, aux États-Unis. Deux agents du FBI s'étaient introduit dans un ranch privé situé dans la réserve pour tenter de recueillir des éléments de preuve sans mandat de perquisition. Cette intrusion donna lieu à un échange de coups de feu où les deux agents furent tués. Un Indien aussi perdit la vie. Par la suite, Leonard Peltier fut inculpé de meurtre, il s'est enfui au Canada mais il a été arrêté à Hinton, en Alberta, en février 1976. Les audiences en matière d'extradition ont débuté à Vancouver en mai 1976 pour se terminer le 18 décembre de la même année.

Il est intéressant de noter qu'au début de ces audiences, j'étais le solliciteur général du gouvernement de l'époque. Lorsqu'elles ont pris fin, j'étais ministre des Affaires indiennes. Je me souviens d'avoir reçu dans mon bureau du ministère des Affaires indiennes Marlon Brando et d'autres personnalités américaines en vue qui m'ont supplié en me présentant des preuves tendant à établir que les audiences étaient biaisées, qu'elles devaient être reprises et qu'elles ne devaient pas être menées comme elles l'avaient été. A cette époque, ces preuves n'étaient pas très probantes mais avec le temps, elles devaient se préciser. Plus tard, on a reconnu que le FBI possédait des déclarations sous serment qui contredisaient celle que cette agence avait produite lors des audiences de Vancouver.

La déclaration sous serment qu'il a présentée était celle de Myrtle Poor Bear, une pauvre femme qui avait déjà souffert de maladie mentale, qui prétendait être la petite amie de Peltier et qui a attesté qu'elle était présente lorsque ce dernier avait abattu les agents du FBI. Cependant, elle s'est récusée par la suite et cette déclaration n'a pas été présentée à l'audience. Après l'audience et le procès d'extradition, on a découvert que les douilles trouvées à proximité des corps des agents du FBI ne pouvaient pas provenir de l'arme de Leonard Peltier. Cependant, ce fait, bien qu'il ait été connu du FBI, n'a pas été évoqué au procès et a été gardé secret frauduleusement.

La *Yale Law Review*, qui est une éminente revue juridique aux États-Unis, a fait remarquer dans ses commentaires à propos de cette affaire que les traités d'extradition sont fondés sur la bonne foi entre les nations et que lorsqu'un pays qui cherche à faire extraditer une personne présente des déclarations sous serment comme preuves, on pense en général qu'elle le fait de bonne foi et en conformité avec le traité. Cette revue a conclu que ce n'était pas le cas dans cette affaire. Si ce genre d'attitude continue, alors tout notre système d'extradition va s'écrouler. Il a commencé à se désagréger parce qu'on ne sait jamais si on peut se fier aux preuves qui sont présentées dans ces diverses audiences d'extradition.

Comme je l'ai fait remarquer, l'audience et le procès d'extradition aux États-Unis ont été truffés de vices de formes et de faux témoignages et constituaient en fait une vraie machination. C'était une machination pour obtenir Leonard Peltier parce que pour une raison quelconque les autorités américaines estimaient que c'était nécessaire.

• (1730)

Cette affaire n'est qu'un autre exemple des injustices constantes que commet notre système judiciaire envers les pauvres et les minorités raciales. Lorsque nous considérons notre système au Canada, et je suis certain que mon collègue de Cochran pourra y faire allusion dans ses remarques parce qu'il est bien plus au courant que moi, on constate qu'il y a dans nos prisons au Canada un pourcentage extrêmement élevé d'Indiens et d'autres représentants de minorités raciales, pourcentage beaucoup plus élevé que leur pourcentage de la population. C'était le cas aux États-Unis et au Canada lorsque nous exécutions des condamnés, et c'est l'une des raisons pour laquelle je suis fermement opposé au rétablissement de la peine capitale dans notre pays. La peine capitale frappe toujours plus durement les minorités raciales, les immigrants et les pauvres parce que les conditions sociales et économiques dans lesquelles ils vivent engendrent le mécontentement et le crime.

Le gouvernement est fier du nouveau Règlement issu de la réforme parlementaire. Le gouvernement dit que ce nouveau Règlement devrait donner aux députés d'arrière-ban et aux députés d'opposition l'occasion de présenter à la Chambre des motions qui seront débattues publiquement et librement et qu'il permettra que ces motions soient mises aux voix pour que nous puissions prendre des décisions sur certaines questions qui, sans être au programme du gouvernement, préoccupent les partis d'opposition et les députés d'arrière-ban. C'en est justement un exemple.

Je devrais signaler que la demande que nous faisons dans cette motion est appuyée par beaucoup de gens ailleurs dans le monde. Comme on l'a mentionné, elle est appuyée par 60 députés, 55 membres du Congrès américain, Amnistie Internationale, quatre prix Nobel, de nombreux chefs religieux, des évêques, des archevêques et d'autres dignitaires religieux, la *National Association of Criminal Defense Lawyers* des États-Unis et bien d'autres. Espérons que le gouvernement permettra à la Chambre de voter sur cette motion et de prendre une décision à ce sujet.